

« La Moldavie doit être un pont entre Russie et UE »

Le président prorusse, Igor Dodon, refuse de choisir entre les deux grands ensembles rivaux

RENCONTRE

A l'heure des tensions croissantes entre la Russie et l'Union européenne, la formule paraît ambitieuse. Igor Dodon, président de la Moldavie depuis novembre 2016 et chef de file de son parti pour les législatives de février 2019 – dont il est favori –, entend faire de son pays un « pont » entre ces deux grands ensembles rivaux. Présent à Paris pour le Forum pour la paix organisé par Emmanuel Macron, le président socialiste joue une partition délicate. Amiral de Vladimir Poutine, dans lequel il voit un modèle, M. Dodon, élu avec 56,5 % des voix, entend préserver les liens entre Chisinau et Bruxelles, matérialisés en 2013 par la signature d'un accord d'association, tout en obtenant un accès au marché russe et en renforçant l'attachement « traditionnellement forte » avec Moscou.

C'est ce choix – Union européenne ou Union économique eurasiatique menée par Moscou – qui a précipité l'Ukraine dans la révolution de Maidan puis la guerre, en 2014. « Les deux côtés ont compris que ces positions dures avaient mené à une impasse. Aujourd'hui, personne ne nous demande de choisir, veut croire Igor Dodon. Au contraire, nous pouvons être un modèle de coopération dans la région. Un échec de cette stratégie serait un désastre, une source de déstabilisation. »

Parmi les six anciennes républiques soviétiques auxquelles l'Union européenne avait proposé un accord d'association, trois (Arménie, Biélorussie, Azerbaïdjan) ont dû refuser par peur de froisser Moscou ou à la suite de pressions directes. Seule l'Arménie, qui a plutôt choisi l'adhésion à l'Union eurasiatique, a par la suite réussi à négocier un accord commercial renforcé avec Bruxelles.

La Moldavie, pays le plus pauvre d'Europe, subit depuis 2013 différents embargos économiques de la part de la Russie, mis en place officiellement pour des raisons sanitaires. « Lors de ma dernière rencontre avec Poutine, il m'a promis de lever dès le 1^{er} janvier [2019] l'embargo sur les fruits et légumes

qui nous touche fortement », assure M. Dodon, qui espère également qu'une telle dynamique pourrait contribuer à résoudre le conflit gelé autour de la Transnistrie, territoire séparatiste qui vit sous la protection de Moscou.

« Le plan de Dodon n'est pas absurde, estime un diplomate européen. Juridiquement, rien ne s'y oppose, et les Russes ont lâché du lest au sujet de la Moldavie ces dernière

Le pays subit depuis 2013 différents embargos, officiellement sanitaires, de la part de la Russie

années. Il s'agit uniquement d'un problème politique. »

Igor Dodon, dont les pouvoirs sont essentiellement protocolaires et limités par les crises politiques à répétition avec le gouvernement « pro-européen », prend justement garde à ménager les deux parties. Lui qui réclamait il y a encore deux ans une annulation de l'accord d'association avec l'UE assure désormais vouloir seulement en « renégocier » certains volets commerciaux. « La menace de dénoncer cet accord était uniquement électorale, pour présenter un visage ferme aux quelque 40 % de l'électorat qui sont résolument prorusses, explique le chercheur Nicu Popescu. Mais avec l'UE qui absorbe 70 % des exportations moldaves, c'est une proposition totalement irréaliste et il le sait. »

« Valeurs traditionnelles »

Dès lors, M. Dodon se positionne sur des terrains moins glissants. Il dit vouloir défendre les « valeurs traditionnelles » dans son pays – une expression en vogue à Moscou –, lui garantir un statut de neutralité qui rassurerait la Russie, et reste d'une prudence extrême quant à la situation chez son voisin ukrainien, en rejetant les « discours de conflictualité ». Au mois d'avril, il obtient que son pays ait un statut d'observateur au

sein de l'Union eurasiatique. Il dit toutefois apprécier le soutien politique et financier qu'apporte l'UE à la Moldavie – plus de 800 millions d'euros octroyés durant la période 2010-2015.

Le refroidissement des relations entre Bruxelles et le gouvernement moldave a renforcé le président socialiste

L'évolution des relations entre Bruxelles et le gouvernement moldave, qui se sont récemment refroidies, a aussi renforcé les positions du président socialiste. En juillet, l'UE a suspendu une aide de 100 millions d'euros, en rétorsion à l'invalidation de l'élection du libéral Andrei Nastase à la mairie de la capitale. Candidat « anti-oligarchie », celui-ci s'était fait élire à l'issue d'une campagne principalement orientée contre l'oligarque Vlad Plahotniuc et son Parti démocratique (PDM), au pouvoir. L'annulation du vote a été perçue à Bruxelles comme un abus de pouvoir de la part de l'homme le plus riche du pays et de la majorité « pro-européenne ».

Ce conflit couvait depuis longtemps. Le PDM, bras armé de Vlad Plahotniuc, qui détient les vrais leviers du pouvoir, a réussi à s'emparer en une dizaine d'années de la plupart des institutions du pays, repoussant les réformes de fond réclamées par l'Europe, qui a longtemps fermé les yeux. En réaction à la décision de Bruxelles, le gouvernement a dépêché une mis-

sion à Moscou, la première depuis avril 2017, date à laquelle Chisinau avait gelé ses relations avec Moscou, accusant les autorités russes de harceler ses diplomates en Russie et d'avoir tenté d'assassiner M. Plahotniuc. Le parti au pouvoir a aussi modifié dans ses statuts la formule « pro-européen » pour se qualifier de « promoldave », et multiplie les contacts en Asie centrale ou en Turquie.

« Plahotniuc, dont l'Europe a

compris trop tard la vraie nature, se tourne vers l'Est, maintenant qu'on lui crée des obstacles pour sa mainmise sur le pays, commente un diplomate européen. Qui a pu croire qu'il était pro-européen ? »

M. Dodon pose la même question à sa manière : « Que pense un citoyen moldave quand il rentre dans un tribunal orné d'un beau drapeau européen et qu'on lui demande ensuite un pot-de-vin ? Le niveau de soutien à l'UE n'a jamais été aussi bas depuis que les « pro-européens » sont au pouvoir. Moi, j'ai au moins la confiance du peuple. »

En réalité, MM. Plahotniuc et Dodon ont su, par le passé, s'entendre. Récemment, ils ont voté de concert une réforme électorale qui sera, en février, favorable à leurs deux formations. « Les oscillations entre l'Est et l'Ouest recoupent de vrais clivages, mais elles ont aussi un caractère électoraliste, résume le chercheur Nicu Popescu. Elles servent aussi à faire peur aux Occidentaux, à faire monter les enchères. C'est quasiment une répartition des rôles. » ■

BENOÎT VITKINE

LE PROFIL

Igor Dodon

Economiste de formation, homme politique de carrière, Igor Dodon, 43 ans, a été ministre de l'économie et du commerce entre 2006 et 2009. En 2011, il organise la scission du Parti communiste pour rejoindre les socialistes, d'orientation tout aussi prorusse. Au fil des ans, ses positions varient quant aux relations à adopter avec l'Union européenne. En novembre 2016, il est élu président avec 56,5 % des voix, lors du premier scrutin de ce type au suffrage universel. En constante lutte avec la majorité gouvernementale « pro-européenne », dont il tente d'entraver le travail, il est démis à plusieurs reprises, temporairement, de son poste par la Cour suprême. Amiral affirmé de Vladimir Poutine, dans lequel il voit un modèle, il obtient, en avril 2018, un statut d'observateur pour son pays au sein de l'Union eurasiatique européenne. Il est également président de la fédération d'échecs de Moldavie.